L'erreur de la théorie commerciale "mainstream

Le fait qu'une large gamme de produits de la masse continentale tropicale, qui ne sont pas du tout productibles dans les régions tempérées froides où se trouve le noyau métropolitain du monde capitaliste, sont néanmoins essentiels pour ce noyau métropolitain a été systématiquement ignoré en économie et continue de l'être à ce jour. En fait, tous les arguments concernant les avantages du libre-échange sont fondamentalement basés sur l'ignorance et l'occultation de cette réalité matérielle. Étant donné que l'idée que le libre-échange profite à toutes les parties commerciales est l'idée centrale de l'économie "dominante", qui sous-tend des mesures politiques temporaires telles que la création de l'Organisation mondiale du commerce et qui a été mise en avant lors du récent cycle de négociations de Doha2 , il s'ensuit que cette occultation est au cœur de l'économie "dominante".

Cette ignorance de la réalité matérielle, cette occultation des faits, a commencé avec nul autre que David Ricardo lui-même, dont la théorie de l'avantage comparatif des coûts soutenait que même si le coût absolu de production des marchandises était inférieur dans certains pays par rapport à d'autres, tous les pays gagneraient à se spécialiser dans la production des marchandises pour lesquelles ils jouissent d'un avantage relatif ou "avantage comparatif des coûts". "Le libre-échange, qui incite les pays à produire en fonction de leur avantage comparatif en termes de coûts, est potentiellement bénéfique pour tous, car avec une telle spécialisation et un tel échange par le biais du commerce, la production mondiale totale, tous pays confondus, est vectoriellement plus importante que dans une situation pré-commerciale ou non-commerciale.4 Cet argument présuppose que tous les pays peuvent produire toutes les marchandises, ce qu'ils font d'ailleurs dans le scénario pré-commercial, de sorte que les coûts relatifs puissent être définis. Ce n'est qu'alors que le commerce crée une situation dans laquelle les pays bénéficient d'une spécialisation dans des produits et des échanges particuliers, au lieu de tout produire eux-mêmes.

L'erreur matérielle de l'argument de Ricardo, qui le rend incorrect, provient du fait que tous les pays ne pourraient pas produire tous les biens : c'est précisément cette prémisse qui n'est pas vraie, ce qui est nécessaire pour parvenir à la conclusion d'un bénéfice pour tous grâce au commerce. En bref, Ricardo ignorait le fait que les régions tempérées froides ne pourraient jamais produire une large gamme de cultures, alors que les pays tropicaux ou subtropicaux le pourraient, tandis que ces derniers (en particulier les grands pays à topographie variée) pourraient produire toute l'année non seulement les cultures que les régions tempérées froides ne pourraient jamais produire, mais aussi, pendant les mois d'hiver, les mêmes cultures que les régions tempérées produisaient en été.5

La production de produits tropicaux étant définitivement nulle dans les régions tempérées, il n'y avait pas de "coût de production" pouvant être défini pour ces produits, et encore moins de coût relatif (U. Patnaik 2005). Il n'existe donc aucune base pour comparer les avantages en termes de coûts.

Au sein même de la région tempérée, les capacités de production diffèrent entre les régions tempérées chaudes et les régions tempérées froides. L'exemple spécifique de Ricardo, dans lequel il prend la Grande-Bretagne et le Portugal comme deux pays et le tissu de laine et le vin de raisin comme deux marchandises, pose deux problèmes distincts : même si la main-d'œuvre utilisée par unité de production est inférieure dans les deux cas pour le Portugal, puisque les coûts relatifs diffèrent, la Grande-Bretagne devrait se spécialiser dans la production de tissu et le Portugal dans la production de vin, et les deux pays bénéficieraient ainsi de l'échange. Premièrement, la prémisse de l'argument est que les deux pays peuvent produire les deux biens (sinon le coût relatif ne peut pas être défini), mais cette prémisse n'est pas satisfaite par son propre exemple puisque la Grande-Bretagne tempérée par le froid ne pouvait pas produire de vin de raisin sur une base commerciale ; c'était particulièrement le cas lorsque Ricardo a écrit, puisque la modification géne tique des plantes était inconnue. Deuxièmement, et c'est beaucoup plus important, même si Ricardo avait choisi un exemple correspondant à sa prémisse, l'argument ne serait pas vrai parce que sa prémisse elle-même était erronée.

Alors que le Portugal, pays tempéré et chaud, pourrait produire à la fois du vin de raisin et du tissu, la Grande-Bretagne, pays tempéré et froid, ne pourrait produire que du tissu ; et dans ce cas, la spécialisation n'entraîne pas une augmentation vectorielle de la production des deux marchandises, si l'on considère les deux pays ensemble, de sorte que le commerce n'est pas mutuellement bénéfique. Comme la Grande-Bretagne s'était déjà spécialisée dans la production de tissus avant le commerce (puisqu'elle ne pouvait pas produire de vin de raisin) et que le Portugal produisait quelques tissus avant le commerce, la spécialisation post-commerciale du Portugal dans la production de vin signifierait une réduction globale de la production mondiale de tissus et une augmentation globale de la production mondiale de vin, mais pas d'augmentation vectorielle de la production des deux marchandises. La proposition de Ricardo tombe à l'eau si les deux pays ne produisent pas les deux biens avant le commerce.

La spécialisation et le commerce ont bien eu lieu, mais pas pour l'heureuse raison ricardienne de la perception d'un bénéfice mutuel. Les politiques mercantilistes, l'utilisation d'une combinaison de force navale et de pression diplomatique par la Grande-Bretagne sur le Portugal, ont conduit au traité de Methuen en 1703, un siècle avant que Ricardo n'écrive, qui a donné un accès au marché non agricole pour les tissus de laine anglais en échange du vin qu'il ne pouvait pas produire lui-même. Le Portugal a transféré une grande partie des effets négatifs de l'importation de tissus, qui ont remplacé sa propre production, en réexportant des tissus vers le Brésil, mais les archives historiques montrent qu'il a souffert d'une baisse de sa propre production de céréales à mesure que la superficie des vignobles augmentait (Boxer 1973). Aujourd'hui encore, l'obtention d'un accès aux marchés non agricoles dans les pays en développement est le mantra des pays avancés, qui ont rédigé les règles de l'OMC. Et comme nous le verrons plus loin, la pression exercée pour exporter des produits primaires que les pays avancés ne peuvent pas produire a conduit au même résultat, à savoir la baisse de la production de céréales par habitant dans les pays en développement.

L'exemple spécifique de Ricardo, qui ne correspondait pas à son propre postulat, a été modifié par Paul Samuelson (1970), sans qu'il n'explique pourquoi il l'a fait. Samuelson a remplacé "vin" par "nourriture" à la fois dans le texte et dans le diagramme de son article intitulé "Market Mechanisms and Maximisation", et c'est sous cette forme que les manuels modernes présentent la théorie. Mais cette modification clandestine visant à faire correspondre l'exemple à la prémisse ne peut évidemment pas résoudre le problème fondamental selon lequel la prémisse elle-même - à savoir que les deux pays peuvent produire les deux biens (et, par extension, que tous les pays peuvent produire tous les biens) - n'est pas vraie. Le type d'erreur matérielle dans l'argument de Ricardo est ce que les logiciens appellent "l'erreur inverse de l'accident" 6 dans laquelle une prémisse spécifique et restrictive est énoncée, mais la conclusion à laquelle elle aboutit (le bénéfice mutuel de la spécialisation) est abusivement traitée comme une conclusion générale, c'est-à-dire que l'on affirme que la conclusion s'applique dans tous les cas, y compris ceux dans lesquels la prémisse n'est pas vraie. Or, la conclusion du bénéfice mutuel ne peut s'appliquer lorsque la prémisse n'est pas vraie. Des exemples numériques peuvent être facilement élaborés pour le démontrer (voir U. Patnaik 2005).

La théorie commerciale "dominante" après Ricardo a suivi la même voie fallacieuse. L'argument en faveur du libre-échange repose aujourd'hui sur le fait que la "courbe de possibilité d'utilité" après le commerce dans chaque pays se situe à l'extérieur (bien qu'elle puisse se toucher à un moment donné) de la "courbe de possibilité d'utilité" avant le commerce. Pour que les "courbes de possibilité d'utilité" aient cette relation, l'ensemble des biens disponibles pour chaque pays doit être vectoriellement plus grand avec le commerce qu'en l'absence de commerce ; et pour que cela se produise pour les deux pays, l'ensemble total des biens disponibles après le commerce, pour les deux pays pris ensemble, doit être vectoriellement plus grand qu'avant le commerce.7 Mais cela est impossible à moins que les deux pays produisaient les deux biens avant le commerce. Autrement dit, si, avant le commerce, le pays A ne produit que le produit x (parce qu'il ne peut pas produire y), alors que le pays B produit à la fois x et y, toute modification du modèle de production résultant du commerce doit entraîner une baisse de la production de x (en supposant bien sûr, comme le fait la théorie commerciale "classique", que les ressources sont pleinement utilisées dans les deux pays, tant avant qu'après le commerce). Le postulat de base pour démontrer le bénéfice mutuel du commerce s'effondre.

La théorie commerciale "dominante" a donc supposé jusqu'à aujourd'hui que les pays tempérés peuvent également produire des produits tropicaux, ce qui est une constatation erronée et rend la théorie elle-même erronée. Mais il s'agit manifestement d'une hypothèse opportune puisqu'elle permet de conclure à l'existence d'un avantage mutuel. Elle a permis à la théorie dominante d'ignorer les véritables raisons du commerce Nord-Sud des produits tropicaux, ainsi que les méthodes réelles de coercition extra-économique utilisées pour assurer ce commerce. Elle a également permis à la théorie dominante d'ignorer les implications économiques de la taille limitée de la masse continentale tropicale - implications que nous examinons plus loin, tant en ce qui concerne les effets négatifs sur la sécurité alimentaire des populations locales à mesure que les exportations primaires augmentent, qu'en ce qui concerne les méthodes de dévaluation de leurs revenus, tant dans le passé qu'à l'heure actuelle, pour garantir que le prix de l'offre de ces produits n'augmente pas. Puisque la masse continentale tropicale est plus ou moins épuisée, et que ses produits sont demandés dans le noyau métropolitain situé dans le monde tempéré, l'accumulation de capital qui augmente la demande de ces produits doit conduire à une augmentation du prix de ces produits. Une telle augmentation du prix de ces produits n'entraînera pas une plus grande production de ces produits dans les pays tropicaux (nous y reviendrons plus tard). Mais en outre, une telle augmentation a de sérieuses implications pour la stabilité de l'économie métropolitaine.

La menace qui pèse sur la valeur de l'argent dans la métropole

Même si la production des produits de la masse continentale tropicale n'augmente pas en raison de la liquidité de cette masse, qui est entièrement épuisée, l'approvisionnement de la métropole en ces produits peut encore augmenter en raison de la hausse de leurs prix ; mais cela ne peut se produire que si les salaires monétaires des travailleurs ou les revenus monétaires des petits producteurs, y compris les paysans, qui sont engagés dans la production de ces produits, n'augmentent pas en même temps que la hausse des prix. En effet, dans un tel cas, il y aurait ce que Keynes (1930) a appelé une "inflation des profits", donnant lieu à une réduction forcée de la consommation des détenteurs de revenus monétaires fixes. Cette réduction forcée de leur consommation est souvent appelée "épargne forcée", mais cela est trompeur dans un sens important, puisque le crédit de cette "épargne" ne revient pas à ceux dont la consommation est comprimée. Ce qu'ils ne consomment pas revient aux producteurs qui commercialisent ces marchandises et qui obtiennent donc le crédit pour les "économies", même s'ils ne sont pas ceux dont la consommation a été réduite ; à leur tour, ils mettent ces produits à la disposition de la métropole. La menace qui pèse sur la valeur de l'argent dans la métropole. Si la hausse des prix affecte également les acheteurs dont les revenus monétaires n'augmentent pas en même temps dans la métropole elle-même, ils sont également contraints de consommer moins. Dans ce cas, même si l'offre de ces produits augmente dans les pays tropicaux en raison d'une réduction de la consommation locale, la demande de ces produits diminue considérablement dans les régions tempérées. La hausse des prix agit aux deux extrémités…

Conclusions intermédiaires

Rassemblons les fils de l'argumentation. La relation du capitalisme métropolitain qui a émergé en Europe avec les régions tempérées du monde était très différente de sa relation avec les régions tropicales. Les marchandises dont il avait besoin dans les régions tempérées étaient produites dans le contexte d'une diffusion massive du capitalisme de l'Europe vers ces régions tempérées. Cette diffusion était sous-tendue par l'émigration européenne qui, outre le fait qu'elle apportait de nouvelles terres à exploiter, arrachait les ressources foncières aux habitants d'origine, décimés par les guerres et les maladies, tandis que leurs restes étaient confinés dans quelques "réserves".

Dans le cas des régions tropicales, cependant, la terre était déjà cultivée de manière intensive bien avant l'avènement du capitalisme par des populations densément concentrées sur ces terres. Et toute augmentation de la superficie des terres ne pouvait être entreprise que par l'État, mais à l'ère du capitalisme, il répugnait à le faire. Cette réticence de la part de l'Etat colonial à entreprendre l'augmentation des terres provenait entre autres de son orientation de classe, qui le prédisposait à la "bonne fi nance" approuvée par le capital métropolitain plutôt qu'à des dépenses qui auraient augmenté les revenus des paysans. Même si ces revenus accrus auraient pu être taxés par l'État (et il ne fait aucun doute que l'État colonial a lourdement taxé la paysannerie), il ne voyait guère de raison d'augmenter leurs revenus en premier lieu. Quoi qu'il en soit, la collecte des impôts a connu une expansion continue au fil des conquêtes territoriales, de 1757 au Bengale à 1885 en Birmanie.

En même temps, l'appropriation massive des terres paysannes pour le développement du capitalisme sous les tropiques n'aurait pas entraîné d'augmentation des terres en soi et aurait donc abouti au même résultat, à savoir une baisse massive des revenus dans la périphérie, ce qui s'est produit de toute façon. Mais ce résultat aurait été obtenu sous une forme beaucoup plus violente pour le capitalisme, sous une forme beaucoup plus insoutenable socialement et politiquement, que les formes actuelles de réduction des revenus auxquelles on a eu recours. Sans doute, si le capitalisme avait supplanté l'agriculture paysanne dans les pays tropicaux, la réticence de l'Etat colonial (ou semi-colonial) à entreprendre des dépenses de mise en valeur des terres aurait pu être moindre, puisque les bénéficiaires de ces dépenses n'auraient pas été des paysans tropicaux mais (de façon réaliste à l'époque) un groupe de capitalistes provenant en grande partie de la métropole elle-même. Mais si le capitalisme avait existé dans l'agriculture tropicale, la perte massive de revenus qu'il aurait entraînée sous la forme d'une dépossession de la paysannerie aurait de toute façon rendu inutile pour l'Etat toute dépense à grande échelle pour l'augmentation de la superficie des terres. En effet, l'approvisionnement des tropiques pour les besoins du capitalisme métropolitain aurait été disponible en abondance du fait même de la dépossession, d'où la déflation extraordinairement massive des revenus et de la demande qu'une telle dépossession aurait entraînée.